



La France ambitionne d'étendre son influence en créant l'Union pour la Méditerranée

Par [Stefan Steinberg](#)

Mondialisation.ca, 20 juillet 2008

[WSWS](#) 20 juillet 2008

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Militarisation](#)

Le président français Nicolas Sarkozy a présidé dimanche dernier un sommet de 44 dirigeants de pays européens et méditerranéens qui a procédé à la fondation de « l'Union pour la méditerranée ». La plupart des chefs d'Etat présents ont été invités le jour suivant au défilé militaire et aux célébrations marquant la fête nationale du 14 juillet.

Cette nouvelle union est conçue comme une tête de pont politique et économique entre les Etats d'Europe de l'Ouest et les principaux Etats d'Afrique du Nord, des Etats arabes et des Balkans, situés sur la mer Méditerranée. Cette union avait été prévue, à l'origine, par Sarkozy pour être exclusivement dirigée par la France, mais une opposition virulente, notamment du gouvernement allemand, a conduit Sarkozy à accepter un compromis permettant aux 27 Etats membres de l'Union européenne d'y participer.

L'unique pays méditerranéen majeur à ne pas y participer a été la Libye dont le dirigeant, Mouammar Kadhafi, a décliné l'invitation. Les rois du Maroc et de la Jordanie n'étaient pas présents non plus, mettant en avant d'autres engagements, mais ont envoyé des émissaires de haut rang à leur place.

Après le sommet, un certain nombre de délégués ont applaudi l'initiative de fonder cette union. Bien qu'elle ait exprimé en avril dernier son opposition initiale au projet d'union de Sarkozy, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que cette réunion de trois heures représentait « un très bon début pour une nouvelle phase dans la coopération » entre l'Europe et le Sud.

Les décisions prises lors du sommet et concernant des pays dont la population totale représente 800 millions de personnes, ont incontestablement été maigres. Il n'y a eu d'accord sur aucun objectif politique majeur. Au contraire, de modestes propositions ont été faites concernant l'environnement, le climat, les transports et l'éducation. Les dirigeants se sont mis d'accord pour tenir un sommet tous les deux ans, avec pour objectif de rédiger une déclaration politique et une courte liste de projets régionaux concrets. De plus, les ministres des Affaires étrangères se réuniront tous les ans pour examiner les progrès accomplis, préparer les sommets et approuver les projets.

Les questions d'immigration et de surveillance policière figuraient en haut de la liste de l'agenda de l'union. Il ne se passe pas un jour sans qu'un rapport abominable ne fasse état de groupes d'immigrants africains en rade ou se noyant alors qu'ils cherchaient à atteindre l'Europe, et une des priorités majeures de Sarkozy est de garantir une immigration plus difficile et des contrôles policiers plus stricts afin d'empêcher en premier lieu les immigrants

de quitter leur pays.

Malgré l'absence de propositions politiques majeures, l'initiative de Sarkozy a de sérieuses implications au niveau international.

En premier lieu, la conférence de Paris a, dans les faits, mis fin à l'isolement politique du président syrien Bashar al-Assad qui est depuis longtemps considéré comme un paria politique par les Etats-Unis. Assad était assis à la même table de négociation que le premier ministre israélien Ehoud Olmert, ce qui a fait couler beaucoup d'encre.

Bien qu'Assad ait froidement évité tout contact personnel durant la réunion au Palais de l'Élysée, on considère que c'est la première occasion où les chefs d'Etat respectifs de ces deux pays se sont retrouvés dans la même salle. Cet événement fait suite à trois séries de négociations ces derniers mois entre ces deux pays, avec la Turquie pour médiateur.

Samedi dernier, Sarkozy a pu revendiquer un succès de plus lorsque Assad et le nouveau président libanais Michel Suleiman se sont mis d'accord pour ouvrir des ambassades dans leurs capitales respectives. Toujours prêt à exploiter une occasion d'apparaître en photo, Sarkozy a aussi posé à l'entrée de la conférence auprès d'Olmert et du président palestinien, Mahmoud Abbas.

Depuis sa venue au pouvoir il y a plus d'un an, la présidence de Sarkozy a été marquée par un activisme débordant sur la scène internationale. Il y a tout juste une semaine, Sarkozy a pris la présidence tournante de l'Union européenne et annoncé un programme ambitieux pour les six mois à venir avec pour objectif de sauver la constitution européenne qui patauge, ainsi que de nouvelles propositions pour réprimer l'immigration et renforcer la politique sécuritaire.

Le sommet parisien de dimanche dernier avait été précédé par une série répétée de visites et de négociations par le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner et Sarkozy lui-même, avec bon nombre de pays qui y ont participé, notamment Israël, la Syrie et le Liban.

Les motivations de Sarkozy sont loin d'être altruistes. Bien qu'il ait été contraint de reculer sur sa vision originelle d'un monopole politique français sur l'Union pour la Méditerranée, Sarkozy est déterminé à s'assurer que l'organisation constituée ce week-end soit fortement sous contrôle français. Pour la presse conservatrice française, la création de l'union représente le retour de la France à une position prééminente au Proche-Orient. *Le Figaro* écrit triomphalement : « Le lancement, ce week-end à Paris, de l'Union pour la Méditerranée célèbre en grande pompe le retour de la France au Proche-Orient. La présence à la même table de l'Israélien Ehoud Olmert, du Syrien Bachar el-Assad et du Libanais Michel Sleimane est un premier triomphe pour un projet qui a connu bien des vicissitudes avant de voir le jour... Nicolas Sarkozy va parrainer, aujourd'hui à l'Élysée, l'établissement d'une nouvelle relation entre Damas et Beyrouth. »

Le quotidien poursuit en faisant remarquer les risques encourus à jouer le rôle de « parrain », mais conclut que « cette lourde responsabilité qu'assume le président de la République est à la hauteur des ambitions que notre pays a toujours entretenues pour le Liban et pour la région. »

Dans son propre commentaire sur la constitution de la nouvelle union, le journal allemand

Süddeutsche Zeitung insiste sur le fait que Sarkozy cherche à exploiter l'influence déclinante des Etats-Unis au Proche-Orient pour rétablir à nouveau un rôle majeur pour la France :

« Il considère l'Union pour la Méditerranée, ainsi que la présidence française de l'Union européenne (UE) comme une double opportunité pour s'engouffrer dans le vide qui a émergé au Proche-Orient durant le changement de présidence à Washington. Sarkozy espère rétablir un rôle pour Paris dans cette région, qui dépasse celui joué par d'autres Etats de l'UE. »

Dans le dernier *Le Monde diplomatique*, l'expert en politique internationale Alain Gresh identifie un certain nombre de questions qui marquent une rupture majeure de la part du gouvernement Sarkozy d'avec les principales lignes de politique étrangère adoptées par des gouvernements gaullistes successifs depuis les années 1950.

Gresh fait remarquer : « Depuis son élection à la présidence en mai de l'année dernière, Nicolas Sarkozy concentre dans ses mains la politique étrangère tout en la détournant vers des alignements et des alliances tout à fait à l'opposé de ceux de Jacques Chirac. La politique étrangère est à présent pro-Israël, pro-Etats-Unis et pro-OTAN, alors qu'avant elle les rejetait tous trois ouvertement. » [retraduit de l'anglais.]

Le changement des priorités françaises en matière de politique étrangère sous la présidence de Sarkozy est souligné par le fait que, défiant le protocole traditionnel, l'ancien président Jacques Chirac n'a pas pris part aux célébrations du 14 juillet. Chirac était un ami proche du premier ministre libanais assassiné, Rafiq Hariri, et il s'est montré très critique envers Sarkozy pour avoir invité Assad à prendre part aux cérémonies à Paris.

L'orientation de Sarkozy vers les Etats-Unis et Israël, qui marque une rupture brutale d'avec l'ancienne politique gaulliste, lui a valu des critiques de ses opposants politiques du Parti socialiste disant qu'il est un « un néo-conservateur américain avec un passeport français. »

D'autres voix s'élèvent pour avertir le président français des conséquences d'un rapprochement avec Washington. Thierry Fabre, sur le site Internet *Rue 89* met en garde, « Se rapprocher en ce moment de L'OTAN et des Etats-Unis, complètement déconsidérés après l'intervention militaire en Irak et ses effets désastreux, pose un sérieux problème de crédibilité à la France. »

Mais il est clair que Sarkozy n'agit pas simplement en substitut de Washington. L'administration Bush reste hostile à la Syrie et pourtant le président syrien a réussi à exploiter son voyage à Paris, donnant des interviews à la presse française lundi critiquant la politique américaine au Proche-Orient et mettant en garde contre les conséquences d'une guerre contre l'Iran.

Dans une situation d'énormes changements politiques au Proche-Orient, résultant principalement de la guerre en Irak, Sarkozy cherche à mettre le cap dans une direction qui permette à la France d'augmenter son influence politique et économique dans la région. En même temps, il souhaite éviter tout conflit déclaré avec les Etats-Unis.

Les effets de la guerre en Irak, auxquels s'ajoutent des difficultés économiques qui augmentent, ont conduit à une instabilité grandissante au Proche-Orient. Les médias ont noté que les efforts du premier ministre israélien actuellement en difficulté, efforts pour

utiliser la conférence de Paris dans le but de détourner l'attention de sa propre crise politique et de souffler la vedette à ses détracteurs, avaient lamentablement échoué. Confronté à une série d'accusations de corruption, Olmert essuie le feu de son propre parti et est considéré comme un dirigeant éclopé et sans aucune crédibilité politique.

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a publié une déclaration avant de quitter Paris dans laquelle il critique sévèrement la France pour son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Les analystes politiques disent que l'unique raison pour laquelle Erdogan a assisté au sommet est sa volonté de se servir de cette occasion pour recueillir le soutien des dirigeants européens et du Proche-Orient dans sa propre bataille contre la Cour suprême turque, qui cherche à bannir son parti.

Celui qui présidait la conférence aux côtés de Sarkozy, le président égyptien Hosni Mubarak est à la tête d'un pays de plus en plus instable qui a été le théâtre, à plusieurs reprises ces derniers mois, d'émeutes de la faim.

Toute tentative par Sarkozy de combler effectivement le vide au Proche-Orient et dans la région méditerranéenne nécessite qu'il s'assure des alliés fermes pour son projet parmi les autres grands Etats européens. A diverses étapes, Sarkozy a fait des avances à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, mais les liens restent hésitants. Des différends ont émergé entre l'Allemagne et la France ces derniers mois concernant un certain nombre de questions économiques, et plus récemment sur la question de la politique financière de la Banque centrale européenne.

Sous la pression allemande, Sarkozy a revu ses projets d'Union pour la Méditerranée. En retour la chancelière allemande a exprimé son approbation pour la réunion de Paris, mais la relation entre ces deux pays reste fragile.

Résumant la conférence, le journal français *Les Echos* a déclaré que « l'impression sera trompeuse. Car, lors de ce grand raout, ce n'est pas lui, mais Angela Merkel, qui triomphera. En silence. Discrètement, comme à son habitude. Mais avec une belle assurance. Celle des vainqueurs sûrs de leur fait, de leur force tranquille. La chancelière allemande a imposé au président français que l'Union pour la Méditerranée soit sérieusement recadrée... Angela Merkel ne voulait pas d'une Union pour la Méditerranée qui divise les Vingt-Sept. Elle a obtenu gain de cause : Nicolas Sarkozy a dû lui céder pour sauver leur couple... Après les brouilles et les infidélités, le couple s'affiche de nouveau uni. Et harmonieux... Pas question néanmoins de tolérer de nouveaux écarts de conduite. Angela Merkel a passé l'éponge. Mais ne veut pas que l'épisode de l'Union pour la Méditerranée se reproduise. Nicolas Sarkozy reste sous surveillance. »

Merkel a exprimé son approbation pour la conférence de Paris parce qu'à ce stade les initiatives de politique étrangère du président français vont, en grande partie, dans le même sens que celles de Berlin. Cependant, la discorde grandissante entre les principales puissances européennes a été un facteur majeur de déstabilisation de l'Union européenne. Il n'y a aucune raison de penser que le projet de Sarkozy d'une Union pour la Méditerranée aura davantage de succès.

Article original en anglais, WSWS, paru le 16 juillet 2008.

Copyright WSWS.

Articles Par : [Stefan Steinberg](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca